

# SYNTHÈSE

## L'avenir des retraites, le présent de la planète

Contre-projet écologiste  
au projet du gouvernement Philippe

# Introduction

Alors que la jeunesse se mobilise pour réclamer le droit à un avenir, la réponse politique ne saurait être puisée dans les recettes du passé qui ont prouvé leur inefficacité à améliorer le pouvoir de vivre, à lutter contre les inégalités et à enrayer le dérèglement climatique.

Plutôt que « travailler plus pour vivre moins bien », choisissons la société écologiste du « bien vivre ». Contre l'allongement de la durée de vie au travail, contre la baisse du niveau des retraites et la fragilisation des plus précaires, Europe Écologie Les Verts propose une réforme juste : un financement élargi aux revenus du capital, une suppression de la décote pour ne pas pénaliser les départs anticipés et les carrières précaires, une prise en compte pleine et réelle de la pénibilité pour répondre à la première des injustices : la différence d'espérance de vie en bonne santé.

[Lire la version intégrale](#)

# Ce que l'on nous propose

## Une retraite moins simple et plus injuste pour presque tous

### Le chiffon rouge du financement des retraites

Selon les experts du Conseil d'orientation des retraites (COR), le manque à gagner des caisses de retraites pour 2025-2030 est estimé entre 7,9 et 17,2 milliards d'euros en 2025, mais, selon ces mêmes experts, ce déficit possible est d'abord lié à une baisse des recettes, du fait, notamment, des exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires **et de la réduction importante du nombre de fonctionnaires**. Ce déficit des caisses de retraites, provoqué par le gouvernement, représentait seulement 0,1% du PIB en 2018. Il est facilement absorbable. Ajoutons que la part des pensions dans le PIB s'élevait à plus de 14% en 2016 et qu'en 2018, il est de 13,7% et devrait rester stable à l'avenir, selon le COR.

### Le système à points : ni plus simple ni plus juste

Les propositions du gouvernement ne simplifient rien, renforcent des injustices, et détruisent à terme les solidarités. Ce système sera défavorable aux personnes qui ont connu des carrières marquées par des périodes de chômage, de petits boulots précaires ou de travail à temps partiel ou ayant été contraintes au temps partiel. **Ce qui concerne plus particulièrement les femmes.**

Quant aux fonctionnaires, le gouvernement prévoit certes de la prise en compte des primes, mais beaucoup de fonctionnaires de catégorie C et les enseignants n'en ont que très peu.

## Des inégalités plus fortes

Une grande partie des mesures aura pour effet de creuser les inégalités sociales.

- **La pénibilité** : il ne faut pas oublier que c'est la majorité actuelle qui a réduit les facteurs de pénibilité en 2017. Le rapport se contente de maintenir les critères actuels, incomplets et difficiles à remplir.

- **En haut de l'échelle sociale**, les cadres supérieurs ne cotiseront plus qu'à 3 plafonds, au lieu de 8. C'est un gain direct pour les cotisations des employeurs et une incitation pour les plus aisés à se tourner vers les complémentaires privées.

- **En bas de l'échelle sociale**, la promesse du minimum à 1 000€ n'est pas universelle : pour y avoir droit, il faudra avoir fait une carrière complète, au minimum à temps plein et jusqu'à l'âge d'équilibre ! Le fameux « *âge d'équilibre* », aujourd'hui fixé à 64 ans pourra, en outre, être plus facilement reculé.

- **Les jeunes générations**, très préoccupées par le réchauffement climatique et l'état de la planète, ne souhaitent plus travailler plus, pour produire plus et consommer plus. Elles prônent un autre modèle de société. Pourtant, **l'objectif du projet du gouvernement est bien d'allonger la durée du travail et de pénaliser celles et ceux qui partiront plus tôt à travers le système de bonus-malus.**

## Et rien sur le changement climatique

À aucun moment n'est évoquée la transformation majeure du climat que nous sommes en train de vivre et qui aura d'importantes répercussions sur les futures générations.

Comment continuer à envisager un système de retraite sur le modèle d'hier, espérant la croissance économique et ignorant totalement que le monde dans lequel nous vivons a déjà changé et changera encore plus brutalement si aucune mesure n'est prise ?

Les inégalités sociales sont amplifiées par les menaces écologiques, le mouvement des gilets jaunes a clairement indiqué que justice sociale et justice environnementale doivent être des combats menés de front. L'effort pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre doit s'accompagner d'un plus grand partage des richesses.

**Penser les retraites du monde à venir, c'est penser un équilibre vivable pour tous, un projet qui promette à toutes les générations de vivre bien, et ne pas transmettre en héritage à nos enfants et petits-enfants la dette sociale comme on reporte aujourd'hui sur eux la dette écologique.**

# Ce que nous proposons

## Pour un système plus juste, une maison commune des régimes de retraites

### Avec comme fondations :

- un financement plus juste ;
- une durée de vie au travail plus courte ;
- une plus grande liberté dans l'arbitrage pension/âge de départ ;
- une prise en compte réelle et globale de la pénibilité ;
- une attention aux besoins des salarié-es vieillissant-es.

### Un système plus juste

- L'élargissement du financement par la contribution sur les revenus du capital ;
- la suppression des « retraites chapeau » ;
- la fin du cumul emploi-retraites : EELV propose de sortir progressivement de ce dispositif injuste et, dans l'immédiat, de le réformer pour qu'il réponde à son objectif initial de justice sociale.

### Un système qui réduit la durée de vie au travail

- Le maintien de la durée de vie moyenne au travail ;
- une prise en compte réelle de la pénibilité avec la réintégration des 4 critères de pénibilités écartés par les ordonnances de 2017 : exposition à des agents toxiques, vibrations mécaniques, port de charges lourdes, postures pénibles ;
- une suppression de la décote pour une liberté accrue pour les citoyen-nes dans l'arbitrage niveau de pension/âge de départ à la retraite ;
- l'ouverture de possibilités d'aménagement pour les salarié-es en fin de carrière.

## Un système plus sûr

- La garantie du niveau de pension acquis à la liquidation ;
- le maintien du calcul de la pension sur les 25 meilleures années pour les salarié-es du privé.

## Une harmonisation progressive des salaires et des régimes

- Une revalorisation salariale conséquente, pour les fonctionnaires et les agents des régimes spéciaux, préalable à toute harmonisation ;
- la garantie des droits acquis dans le système actuel ;
- l'intégration des primes dans le nouveau calcul.

## Pour une approche européenne de la question des retraites

Dans le cadre du débat européen actuel sur la viabilité des finances publiques, les régimes de retraite sont davantage considérés comme un fardeau pour les finances publiques qu'un instrument capital pour lutter contre la pauvreté des personnes âgées. Cette vision fait l'impasse sur le rôle fondamental des régimes publics de retraite dans l'Union européenne qui permettent la redistribution sur le cycle de vie de chaque individu et sur la société entière. Nous souhaitons :

- une directive cadre européenne pour un revenu minimal incluant des mesures de lutte contre la pauvreté des personnes âgées est absolument nécessaire ;
- une approche prenant en considération toute la durée de la vie professionnelle d'un individu, appelée «approche fondée sur le cycle de vie» apparaît la plus pertinente ;
- que les régimes publics de retraite soient non seulement être universels mais également en capacité d'empêcher les citoyens de tomber dans la pauvreté ;
- que la Commission présente rapidement une nouvelle proposition de directive relative à la portabilité des droits à pension complémentaire ;
- que les règles de l'Union européenne garantissent que les fonds de pension investissent leurs actifs d'une manière responsable sur les plans social et environnemental.

# Refonder le pacte social

Nous ne pouvons plus continuer à asseoir notre pacte social sur la croissance et le financement de nos politiques sociales sur la simple redistribution des fruits de la croissance. Face aux prévisions du GIEC, penser comme nous le faisons à un système de retraite pérenne à 30 ans ou 40 ans, avec un taux de croissance de 1,5% par an, a quelque chose d'absolument irréaliste. Car qui dit croissance, dit émission de GES, déforestation, extractivisme et recul de la biodiversité. Nous, écologistes, considérons que nous devons refonder notre pacte social, celui issu des travaux du CNR, sur d'autres bases, tenant compte des émissions de GES, du réchauffement climatique et des limites matérielles de la planète.

Pour cela, trois leviers sont envisageables : un autre rapport au travail, des services publics renforcés pour le troisième âge et la mise en place d'un revenu universel d'existence.

## Réinventer le travail

L'allongement du temps de travail est contraire, non seulement aux aspirations d'une majorité de français-es qui souhaitent profiter de leur retraite en bonne santé, mais de l'impératif écologique et de la critique du productivisme. Nous souhaitons

- que la négociation sur la RTT tout au long de la vie soit relancée, avec comme objectif d'aller vers les 32 heures lissables sur une année ou plus, développer la semaine des 4 jours, les congés sabbatiques rémunérés...
- que le droit à la retraite sans décote à partir de 62 ans soit garanti, mais en tenant compte des années d'études, de toutes les pénibilités au travail, ainsi que des interruptions d'activité et de la bonification des trimestres par enfant pour les femmes ;
- qu'un véritable plan de lutte contre la dégradation des conditions de travail et les risques psycho sociaux soit engagé.

## Lutter contre l'ubérisation et le travail low cost

- Instaurer une vraie protection pour les nouveaux statuts ;
- assurer la contribution des plateformes aux charges publiques en France en luttant contre les montages fiscaux permettant d'échapper à l'impôt.

## Renforcer les services publics pour bien vieillir

- Favoriser l'activité bénévole et les lieux d'échanges intergénérationnels, encourager à la mixité des générations dans les logements neufs ;
- sécuriser l'accès aux soins des plus fragiles, notamment instaurer la garantie d'une visite médicale annuelle gratuite à toutes les personnes de plus de 65 ans ;
- augmenter le nombre de places en Ehpad publics, et encourager la mise en place de structures d'accueil à des coûts raisonnables, respectant l'indépendance des seniors lorsque cela est possible ;
- mieux financer la prise en charge de la dépendance, notamment via la taxation des patrimoines les plus élevés.

## Du Revenu maximum acceptable au Revenu universel d'existence

- Fixer un revenu maximum pour tous, actifs ou retraités, défini comme le multiple d'un revenu minimum décent ;
- Mettre en oeuvre progressivement une allocation universelle, inconditionnelle, individuelle, permanente et cumulable avec toute autre forme de revenus.



# Conclusion

## Un projet positif face à une réforme régressive

Le monde n'a jamais été aussi riche qu'aujourd'hui, mais les revenus n'ont que rarement été aussi mal partagés. Le monde du travail, toujours plus productif, épuise les personnes mais fait fonctionner l'économie sur leur énergie perdue. Travailler plus, consommer plus, gagner moins : telle était l'étincelle qui a mis le feu aux gilets jaunes et qui consume la planète.

Nous proposons, avec ce projet, un horizon différent de ce qui a été la norme jusqu'ici. Nous nous inspirons des expériences qui ont prouvé leur efficacité et des trajectoires économiques de lutte contre les inégalités en prenant en compte ce que les dirigeants de ce pays, qu'ils et elles soient économiques ou politiques, n'ont jamais regardé en face : le dérèglement climatique et les destructions de la nature en cours.

Nous proposons de repenser le travail pour en créer plus, pour le partager mieux, et pour qu'il respecte ce bien commun qui rend nos vies possibles : la planète.

Nous proposons des solutions pour que celles et ceux qui paient le lourd tribut de décisions politiques ou industrielles dangereuses pour leur santé sortent de la double peine des fins de vies difficiles, y compris financièrement, du fait d'une santé altérée.

Nous proposons des solutions qui donnent les moyens aux jeunes générations de trouver un travail et d'en vivre.

Nous proposons de sortir d'un système qui rend les françaises et les français insatisfaits, comme en témoignent les différentes études sur le bonheur en France, pour se donner un nouvel avenir.

Nous avons la capacité de faire de la France le pays leader de la transition écologique. Une transformation créatrice d'emplois à travers les territoires, pas uniquement dans les métropoles. Un million d'emplois à moyen terme pour commencer l'équilibrage vers le haut du système des retraites et redonner vie à nos territoires et nos campagnes.

Cet autre projet de réforme des retraites est une proposition écologiste face à une réforme régressive. Nous la soumettons au débat et vous proposons de l'enrichir avec nous. C'est collectivement que nous saurons construire une alternative à un système qui s'effondre. Il nous revient aujourd'hui, pour les générations futures, de construire les bases d'un nouvel horizon commun, celui des conquêtes sociales et environnementales.

©Europe Écologie - Les Verts - janvier 2020  
3 rue de Vincennes 93100 Montreuil - [contact@eelv.fr](mailto:contact@eelv.fr)

